



## Révision du règlement local de publicité

### Compte-rendu de la réunion des personnes publiques associées 30 juin 2022

#### Étaient présents :

Laurent Fabre	Adjoint au maire
Antoine Casanovas	Adjoint au maire
Jean-Louis Torreilles	Directeur des services techniques
Cécile Canguilhem	Services techniques
Rose Sol	Services techniques
François Leroutier	ERDF Direction territoriale
Thierry Vlimant	Bureau d'études Cadre & Cité



Dans le cadre de la concertation prévue par la procédure de révision du règlement local de publicité, les personnes publiques associées ont été conviées à une réunion de présentation du projet. Beaucoup n'ayant pu être présents lors de cette réunion, le PowerPoint sera mis en ligne sur le site Internet de la commune.

Thierry Vlimant (bureau d'études Cadre & Cité) revient sur la caducité du règlement de 2009 et sur les conséquences de celle-ci.

Après une rapide présentation du diagnostic de la situation actuelle, les points essentiels du futur règlement sont exposés.

Sur le principe, la ville veut revenir aux grandes lignes du règlement de 2009. Les élus indiquent que les panneaux d'affichage installés récemment ne sont pas compatibles avec le cadre de vie tel qu'ils le souhaitent.

- 3 zones sont définies : centre-ville et littoral, grands axes et parc d'activités, secteurs agglomérés non-compris en zone 1 ou 2 ;
- La ville garde une latitude sur le mobilier urbain, qui n'est pas soumis aux mêmes règles que les autres publicités ;
- Les horaires d'extinction sont portés à 23h/7h ;
- En zone 1, pas de publicité hors petit format et chevalets. Les enseignes sont soumises à des prescriptions qualitatives. Enseignes sur toiture interdites. Enseignes numériques sur mur uniquement, limitées à 1 m<sup>2</sup> ;
- En zone 2, publicité non-lumineuse admise dans les conditions du règlement national. Publicité numérique limitée à 4 m<sup>2</sup>. Publicité sur toiture interdite. Les enseignes sur toiture sont interdites et les enseignes scellées au sol réduites à 4,5 m de haut et 1,2 m de large ;
- En zone 3, la publicité scellée au sol est interdite. Les enseignes sur toiture sont interdites et les enseignes scellées au sol n'excèdent pas 3,5 m x 1 m.

Les remarques et propositions suivantes sont apportées :

- Une règle de densité sera ajoutée en zone 2. Elle précisera qu'aucune publicité n'est admise dans les unités foncières présentant un linéaire de façade inférieur à 20 mètres, et qu'une seule publicité est admise dans les unités foncières supérieures à 20 mètres. Pour les unités foncières présentant un pan coupé, une moitié de celui-ci est comptée sur chaque voie ;

- Le périmètre de la zone 2 sera vérifié au sud ;
- Les conséquences de l'interdiction totale des enseignes sur toiture sera réétudié ;
- La cohérence entre les zones des prescriptions pour les enseignes numériques sera examinée ;
- Le statut des enseignes hors agglomération sera précisé.

Le calendrier prévoit un arrêt du projet lors du conseil municipal de septembre. Les remarques et suggestions de chacun devront être envoyées avant fin août à la ville.

Aucune autre question n'étant posée, la séance est levée.